



« Pour construire un pays, il faut construire une école »,
Amartya Sen, Prix Nobel d'économie 1998

»» Février 2024

FORMER LES AFRICAINS POUR AFFRONTER LE 21^E SIÈCLE

SAISIR L'OCCASION



Transformer les systèmes éducatifs pour les adapter aux besoins du 21^e siècle est le fil conducteur pour créer des sociétés inclusives et équitables qui résistent aux conflits, au changement climatique et aux crises économiques. L'Année de l'éducation 2024 de l'Union africaine constitue un moment opportun pour remettre l'éducation au centre des priorités politiques. Le moment est venu d'investir davantage dans les systèmes éducatifs africains.

L'accroissement du nombre de jeunes en Afrique peut constituer une force vitale et porteuse de transformation si ces jeunes sont dotés des connaissances et des compétences nécessaires pour adapter leur potentiel aux promesses et aux risques déjà évidents. Pour offrir aux enfants africains l'éducation dont ils ont besoin afin de promouvoir un avenir plus pacifique, plus prospère et plus stable, les dirigeants doivent prendre les mesures suivantes :

- **Financer l'ambition de l'Afrique en matière d'éducation** : mettre en place des approches communes et innovantes pour combler le déficit de financement de l'éducation. Les budgets devraient privilégier les approches éprouvées et rentables afin de maximiser leur impact.
- **Construire des systèmes éducatifs de qualité et inclusifs qui dispensent dès le début de solides compétences fondamentales** : accorder la priorité à l'égalité des genres, à l'apprentissage fondamental, à l'équité et à l'inclusion de chaque fille et chaque garçon.
- **Investir dans les enseignants et collaborer avec eux** : les enseignants jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre efficace des stratégies éducatives. Les soutenir avec une meilleure formation et une pédagogie structurée pourrait procurer de nombreux avantages.
- **Renforcer la responsabilité et la transparence** : les plateformes de redevabilité peuvent permettre de concrétiser les engagements, de suivre les progrès et de partager les expériences et les enseignements tirés de différents contextes.
- **Élaborer des infrastructures et des programmes scolaires adaptés** : renforcer les compétences des jeunes Africains grâce à des formations et des programmes scolaires adaptés aux besoins du marché de l'emploi en vue de faciliter leur transition vers la vie active.

1. APERÇU DU PAYSAGE ÉDUCATIF DU CONTINENT

Conscients du pouvoir de transformation de l'éducation, les dirigeants africains ont placé l'éducation au centre de leurs politiques depuis leur indépendance. Ils ont

établi le programme lors du tout premier sommet de l'Organisation de l'unité africaine en 1963, lorsque l'empereur Haïlé Sélassié a exhorté le continent à investir massivement dans le domaine de l'éducation « pour augmenter le taux d'alphabétisation et fournir l'effectif de techniciens qualifiés et formés nécessaire à notre croissance et à notre développement ». La stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique de l'Union africaine (CESA 2016-2025) s'appuie sur ce thème, en ouvrant la voie à un apprentissage qui transformera les jeunes Africains en acteurs du changement pour le développement durable, comme le prévoit l'Agenda 2063. Lors du sommet des

chefs d'État sur le capital humain en Afrique de 2022 et du sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation, les dirigeants ont reconnu que l'investissement dans l'éducation et dans les ressources humaines est essentiel pour favoriser une croissance durable, résiliente et inclusive en Afrique, et ces derniers se sont engagés à accroître leurs investissements dans les systèmes éducatifs.

L'Afrique a réalisé des progrès considérables dans le domaine de l'éducation au cours des 60 dernières années. Entre 2000 et 2022, les taux d'achèvement en Afrique sont passés de 52 à 69 % dans le primaire, de 35 à 50 % dans le premier cycle du secondaire et de 23 à 33 % dans le deuxième cycle du secondaire, tandis que le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur est passé de moins de 800 000 en 1970 à plus de 17 millions aujourd'hui¹. Le nombre de filles scolarisées n'a jamais été aussi élevé.

Les bénéfices de l'engagement soutenu en faveur de

l'éducation sont de plus en plus importants. L'Afrique abrite certaines des économies qui connaissent le plus fort taux de croissance au monde. D'Accra à Nairobi, du Cap au Caire, de jeunes entreprises, dont la plupart ont été fondées et sont dirigées par des Africains de moins de 35 ans², redéfinissent l'industrie, la technologie et le développement en Afrique. Dans sa liste des pionniers technologiques de 2022, le Forum économique mondial a nommé six start-up africaines qui façonnent les industries³. Des villes comme Lagos, Johannesburg et Nairobi regorgent d'entrepreneurs et d'innovateurs qui mettent au point des solutions locales pour relever les défis locaux, notamment dans le domaine de l'éducation.

L'éducation favorise la résilience face aux nouveaux défis, notamment la menace croissante que représente le changement climatique.

L'éducation donne aux individus les connaissances et les outils nécessaires pour s'adapter aux effets du changement climatique et encourage les pratiques écologiquement durables, soutenant ainsi la transition vers des sociétés plus vertes. Les enfants ont besoin d'étudier l'économie numérique et ses principaux outils pour pouvoir acquérir une bonne habileté numérique, ainsi que les principes directeurs qui les aideront à bâtir des sociétés plus démocratiques et plus inclusives. Ainsi, l'éducation restera la pierre angulaire pour construire et reconstruire des nations pacifiques, pour faciliter la compréhension, la tolérance et la coopération, ainsi que pour promouvoir la cohésion sociale et la stabilité.

Toutefois, ces progrès s'avèrent insuffisants pour préparer les Africains au 21^e siècle.

Beaucoup d'efforts doivent encore être déployés pour mettre fin à l'analphabétisme et fournir aux enfants les compétences dont ils ont besoin pour affronter le monde d'aujourd'hui et de demain. Au lendemain de la pandémie de COVID-19, 107 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes n'étaient pas scolarisés en Afrique⁴, tandis que seulement un enfant sur cinq atteint le niveau minimal de compétences en lecture à la fin de l'enseignement primaire⁵. Les filles sont particulièrement désavantagées : l'Afrique subsaharienne est la seule région au monde à ne pas avoir atteint la parité des genres en matière de scolarisation à tous les niveaux du système éducatif⁶, et une fille sur trois est mariée à un âge précoce⁷.

Les systèmes éducatifs africains se heurtent à de nombreux défis. L'efficacité des enseignants constitue l'indicateur le plus important de l'apprentissage

des élèves. Pourtant, en Afrique subsaharienne, l'enseignement primaire recense en moyenne un enseignant formé pour 58 élèves⁸, et 16,5 millions d'enseignants supplémentaires sont nécessaires pour assurer une éducation de qualité à tous les enfants aux niveaux primaire et secondaire⁹. La violence dans et aux abords des écoles affecte également les résultats scolaires des filles et des garçons, entraînant une perte de revenus estimée à 11 000 milliards de dollars américains¹⁰. Selon les estimations dans 12 pays africains représentant la moitié de la population du continent, le coût d'une scolarité inachevée due aux mariages précoces s'élève à 63 milliards de dollars en perte de capital-richesses¹¹.

Les systèmes éducatifs actuels sont également mal adaptés pour préparer les jeunes

à un avenir très différent et incertain, ébranlé par les conflits, le changement climatique, la technologie, la mondialisation et l'évolution rapide du marché de l'emploi. Les pratiques d'enseignement traditionnelles doivent être modifiées pour favoriser l'acquisition d'une plus grande gamme de compétences, telles que la créativité, la pensée critique, la résolution de problèmes et les compétences numériques. Dans le monde, environ 25 % des emplois seront compromis par la technologie au cours des cinq prochaines années¹², et d'ici 2030, environ 230 millions d'emplois en Afrique exigeront des compétences numériques¹³. Avec la mondialisation, les connaissances et les compétences sont d'une importance cruciale et le recrutement à l'échelle mondiale est en hausse.

Ceci est particulièrement important puisque **l'avenir est africain**.

En effet, d'ici 2050, une personne sur quatre sera africaine. En 2023, le continent a recensé la plus grande population de jeunes de la planète¹⁴, et d'ici 2050, 40 % de l'ensemble des jeunes de moins de 18 ans (soit un milliard de personnes) se trouveront en Afrique¹⁵.

Cette période charnière pour le continent est porteuse de promesses ou de dangers.

Dangers si la situation actuelle se poursuit et que le changement climatique, les conflits et les autres facteurs continuent de nuire aux systèmes éducatifs, en laissant les jeunes improductifs et non compétitifs sur le plan économique et en augmentant les facteurs favorisant la migration. Promesse si le potentiel du « soulèvement de la jeunesse », de la technologie et de la mondialisation est pleinement exploité grâce à l'éducation, à l'acquisition de compétences et aux perspectives d'emploi.

2. FINANCER L'ÉDUCATION - UN INVESTISSEMENT ESSENTIEL ET JUDICIEUX

Une population africaine instruite et qualifiée peut être le levier pour obtenir des sociétés plus productives et plus vertes, avec des répercussions qui permettront aux ressources futures, tant humaines qu'économiques, de s'auto-entretenir et de se renforcer. Dans le monde entier, l'éducation a été et reste un puissant moteur de croissance économique, à la fois directement et indirectement, lorsque les bases de l'apprentissage sont solides et que les rendements cumulés signifient que l'investissement s'autofinance à long terme. En Afrique, cela pourrait se traduire par une hausse du revenu par habitant de 50 % d'ici 2050, pouvant atteindre 120 % d'ici 2100¹⁶.

L'Afrique dispose déjà des idées et de l'expérience nécessaires pour relever les défis en matière d'éducation :

- Le programme « Catch Up » en Zambie utilise la méthode de l'enseignement au bon niveau. Les élèves sont évalués à l'aide d'un outil simple, répartis dans des groupes en fonction de leurs capacités, puis apprennent à lire, à écrire et à compter avec des enseignants qui ont été formés à la méthodologie de l'enseignement au bon niveau. Les enseignants bénéficient d'un encadrement et d'un accompagnement continus¹⁷.
- Le Bénin a entrepris une réforme des programmes et des manuels scolaires dans l'ensemble de son système éducatif, qui a permis de fournir des directives explicites aux enseignants et de réduire considérablement le coût des manuels¹⁸.
- Au Kenya, le programme « Tusome », qui associe le soutien et le suivi scolaires à une direction efficace, a permis de réaliser des progrès équivalant à une année de scolarité supplémentaire pour les enfants¹⁹.
- Le développement récent de l'éducation bilingue au Mozambique a démontré que les enfants qui apprennent dans le cadre du programme bilingue obtiennent des résultats supérieurs de 15 % par rapport à ceux qui utilisent le programme monolingue²⁰.
- Le Rwanda déploie actuellement son programme d'alimentation scolaire à tous les enfants, de l'enseignement préscolaire au premier cycle de l'enseignement secondaire²¹.
- Au Ghana, le projet de redevabilité en matière de résultats d'apprentissage (Accountability for Learning Outcomes, GALOP) met au point un cadre qui vise notamment à élaborer des évaluations nationales normalisées pour les 2e et 4e années d'études²².

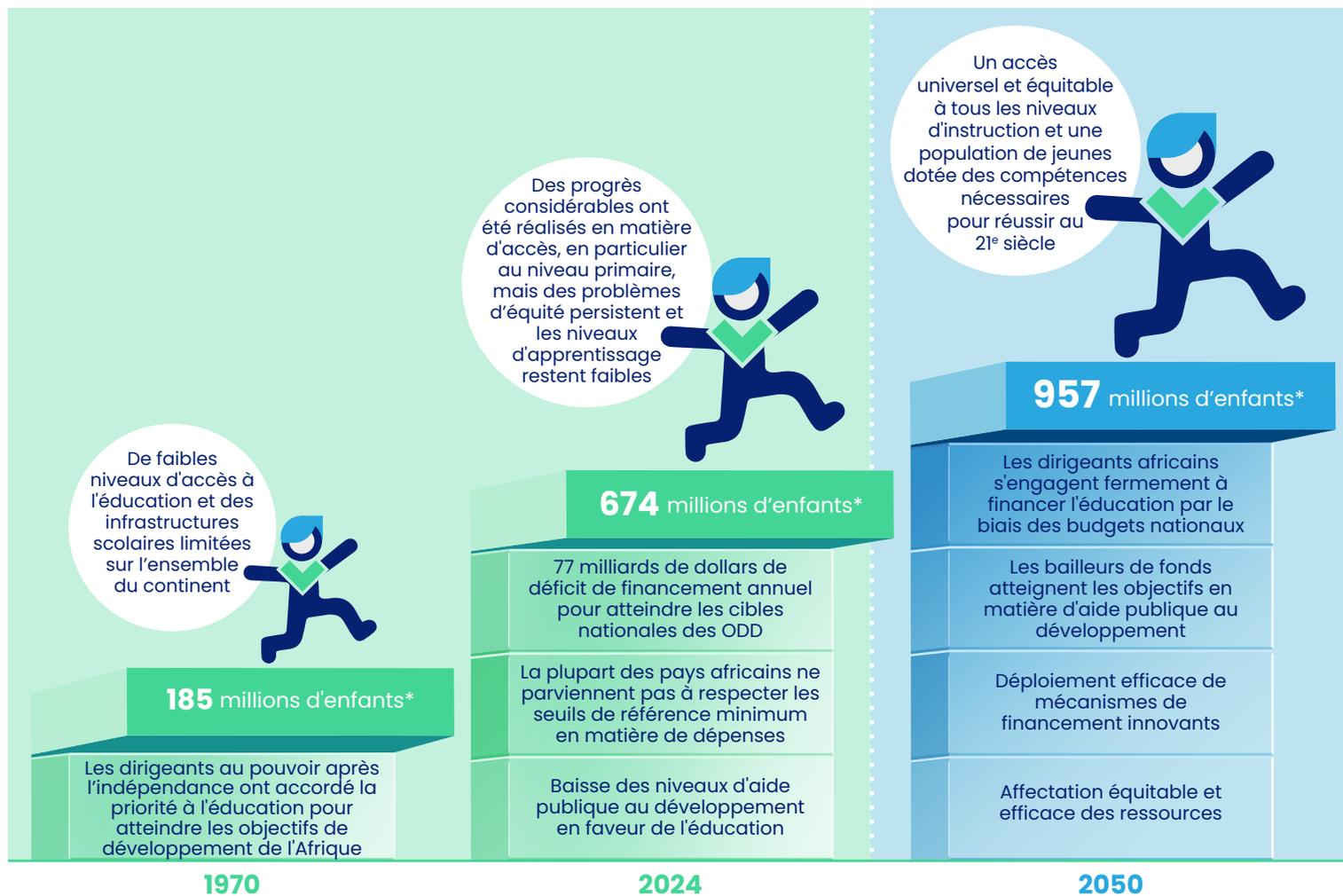
Le financement doit être à la hauteur des ambitions de l'Afrique en matière d'éducation. Le déficit de financement pour atteindre les cibles nationales de l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) relatif à une éducation de qualité est important, avec un déficit annuel estimé à 77 milliards de dollars pour les pays africains²³. Si la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences sur les budgets alloués à l'éducation, même avant cette crise, seulement un gouvernement africain sur cinq a respecté les seuils de référence internationaux en matière de dépenses consacrées à l'éducation entre 2017 et 2019²⁴. Il est alarmant de constater que les allocations budgétaires en faveur de l'éducation dans la plupart des pays africains sont désormais inférieures aux niveaux alloués avant la pandémie, et que cinq des huit communautés

économiques régionales sont passées en dessous du seuil de référence international de 4 à 6 % du PIB, comme stipulé dans le Cadre d'action Éducation 2030²⁵.

L'Afrique est confrontée à un problème de développement unique : c'est actuellement le continent dont les ressources sont les plus limitées, mais d'ici la fin du siècle, il abritera 42 % de la population mondiale en âge de travailler. Mais la transformation de l'éducation dont le continent a besoin ne pourra pas avoir lieu sans financement. Les dirigeants africains doivent s'engager à financer les réformes de l'éducation nécessaires pour créer des économies dynamiques et des sociétés stables.

Libérer l'énorme potentiel du dividende démographique de l'Afrique implique de faire les bons investissements dans le secteur de l'éducation.

D'énormes progrès ont été réalisés sur le continent depuis l'indépendance, mais l'Afrique dispose encore d'un énorme potentiel inexploité qui ne peut pas être libéré sans un engagement à financer l'éducation.



*enfants africains âgés de moins de 18 ans

Source : Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies. World Population Prospects 2022. <https://population.un.org/wpp/>.

Financer une éducation de qualité pour les jeunes Africains doit également constituer une priorité pour la communauté internationale. Même dans des scénarios plus optimistes, les budgets nationaux resteront limités dans l'ensemble du continent en raison du lourd fardeau de la dette. En Afrique, le montant consacré au paiement des intérêts est plus élevé que les dépenses consacrées à l'éducation ou à la santé²⁶. La faible base d'imposition, qui ne couvre en moyenne que 20 à 25 % des dépenses publiques totales²⁷, est loin de répondre à la demande croissante de financement.

Dans ce contexte, les **mécanismes de financement innovants** représentent une opportunité pour les dirigeants d'attirer davantage de financements dans le secteur provenant de sources diversifiées, ainsi que d'accroître l'impact et l'efficacité des financements nouveaux et en cours. Parmi les mécanismes innovants figurent les obligations à impact social et les investissements d'impact dans l'éducation, les garanties financières, les allègements de dette conditionnels, les conversions de prêt en don, les prêts à remboursement contingent au revenu, les accords de partage de revenus et les

Les approches innovantes peuvent accroître le financement de l'éducation et maximiser son efficacité

Allègement de dette conditionnel : comme nous avons pu l'observer en Côte d'Ivoire en 2023²⁸, certains pays et leurs créanciers convertissent déjà le service de la dette en fonds pour l'éducation, en utilisant l'outil Debt2Ed dans le cadre du fonds à effet multiplicateur du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Debt2Ed est un modèle innovant et collaboratif qui permet de transformer les remboursements de la dette en investissements dans l'éducation et d'obtenir de nouveaux financements importants grâce au fonds à effet multiplicateur du GPE. Dans le cadre d'une approche plus large mais coordonnée du financement, Debt2Ed réduira le fardeau de la dette publique dans les pays pauvres et vulnérables et permettra de dépenser plus et mieux pour favoriser la scolarisation et l'apprentissage des enfants.

Financement innovant : au cours de l'année 2024, la Banque africaine de développement lancera le Fonds africain pour l'éducation, la science, la technologie et l'innovation, une initiative menée par les gouvernements africains visant à améliorer la qualité des offres de formation adaptées aux besoins du marché du travail pour les jeunes Africains. Ce fonds permettra de remédier aux importantes lacunes identifiées dans l'enseignement supérieur et soutiendra les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), ainsi que la recherche et le développement.

Partenariats : en 2024 également, la Global Coalition for Foundational Learning, qui regroupe la Fondation Bill et Melinda Gates, le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO) du Royaume-Uni, le GPE, l'UNESCO, l'UNICEF, l'USAID et la Banque mondiale, rassemble des partenaires qui partagent la même volonté d'améliorer l'apprentissage fondamental pour tous les enfants et qui souhaitent collaborer pour accélérer le changement, en laissant une grande autonomie au pays.

partenariats public-privé. Associés stratégiquement à des ressources nationales, ou à des financements lorsqu'ils sont disponibles, ces mécanismes peuvent réduire le coût du crédit, augmenter les ressources publiques consacrées à l'éducation et faciliter l'efficacité et l'efficience des dépenses allouées à l'éducation. Reconnaître que les progrès dans des secteurs tels que la santé, le climat, la paix et la sécurité dépendent intrinsèquement des progrès réalisés dans l'éducation permet de débloquer de nouvelles possibilités d'investissement et de tirer parti des mécanismes de financement innovants susceptibles de couvrir non seulement l'éducation, mais aussi des secteurs essentiels et interdépendants.

Il est primordial de se concentrer sur **l'efficacité des financements et des dépenses**, en particulier compte tenu des contraintes budgétaires à court terme. Environ un tiers des dépenses consacrées à l'éducation sont perdues en raison d'un manque d'efficacité²⁹, et on estime que l'Afrique a perdu plus de 40 milliards de dollars de dépenses d'éducation et d'infrastructures par an entre 2000 et 2017³⁰. Plusieurs facteurs peuvent accroître l'efficacité, notamment

en améliorant la gestion et l'affectation du personnel enseignant, la qualité des intrants comme les manuels scolaires, l'efficacité interne en réduisant le nombre de redoublants et en s'attaquant aux causes profondes de l'abandon scolaire.

En vue de maximiser l'impact des investissements, il est essentiel d'attribuer stratégiquement les ressources à des méthodes éprouvées qui offrent des **solutions rentables**. Des méthodes telles que la pédagogie structurée et l'enseignement au bon niveau coûtent respectivement 8 et 20 dollars par enfant³¹, ce qui correspond à environ 3,4 % et 8,8 % des dépenses moyennes actuelles par élève de l'école primaire³². Grâce à cette méthode, les élèves africains pourraient bénéficier d'une année supplémentaire d'apprentissage efficace et transformateur, à un coût rentable. Un investissement ciblé dans l'éducation de la petite enfance et l'apprentissage fondamental permet de combler des lacunes importantes et d'établir une base de connaissances solide, qui forge la réussite scolaire future des élèves et les compétences nécessaires dans la vie courante.

3. UN PROGRAMME POUR L'AVENIR

L'Année de l'éducation 2024 de l'Union africaine constitue un moment opportun pour remettre l'éducation au centre des priorités politiques et améliorer les résultats dans l'ensemble du

système éducatif. Le renforcement des systèmes éducatifs est la clé du progrès dans la plupart des secteurs du développement, de la santé au changement climatique en passant par l'égalité des genres. Les dirigeants doivent saisir cette occasion pour changer radicalement et de toute urgence la qualité de l'éducation, afin de mieux exploiter leur capital humain, qui constitue le plus grand atout du continent, et d'accroître la productivité. Cela implique d'accroître le financement en faveur de l'éducation et d'améliorer son efficacité, d'adopter des politiques et de prendre des décisions budgétaires en se fondant sur des données probantes, de mettre en place des systèmes inclusifs axés sur un apprentissage fondamental de qualité, ainsi que d'investir davantage dans les enseignants tout en renforçant la collaboration avec eux.

Il s'agit d'une tâche colossale, mais cette tâche n'est pas beaucoup plus ardue que celle à laquelle les chefs d'État fondateurs de l'Afrique ont été confrontés au moment de l'indépendance. Contrairement à 1963, il existe davantage de preuves sur ce qui fonctionne pour améliorer les résultats d'apprentissage : un leadership politique fort et durable est indispensable, et la réforme systémique constitue le fondement pour améliorer la qualité de l'apprentissage durablement et à grande échelle. Les enseignants et les directeurs d'établissement jouent un rôle primordial pour améliorer la qualité de l'apprentissage. Par ailleurs, un enfant dont la mère sait lire a 50 % plus de chances de vivre au-delà de l'âge de cinq ans, 50 % plus de chances d'être vacciné et deux fois plus de chances d'être scolarisé³³. Aujourd'hui, il existe une multitude d'outils et de technologies permettant de soutenir sensiblement les efforts en matière d'éducation.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Financer de manière appropriée l'ambition de l'Afrique en matière d'éducation : il est essentiel

d'affecter des ressources suffisantes au secteur de l'éducation. Les budgets doivent privilégier les approches éprouvées et rentables afin de maximiser leur impact et de mettre en place des systèmes éducatifs inclusifs et équitables. Dans un contexte de contraintes budgétaires, diversifier les flux de financement en faveur de l'éducation pour accroître leur impact et leur efficacité est à la fois une nécessité et une occasion. Des outils tels que les allègements de dette conditionnels, les conversions de prêt en don, les obligations à impact social et les investissements d'impact dans l'éducation, les garanties financières, les prêts à remboursement contingent au revenu, les accords de partage de revenus et les partenariats public-privé peuvent être stratégiquement associés à des ressources nationales ou à des financements pour réduire le coût du crédit, augmenter les capacités budgétaires et faciliter l'efficacité et l'efficience des dépenses allouées à l'éducation. En vue de maximiser l'impact des investissements, il est essentiel d'attribuer les ressources de manière judicieuse, en privilégiant les approches éprouvées et rentables dans le cadre d'un processus d'élaboration des politiques fondé sur des données probantes.

Mettre l'accent sur l'apprentissage et l'équité : la discrimination systémique commence tôt, ce qui souligne l'importance de mettre l'accent sur l'apprentissage fondamental et l'inclusion de tous les enfants, notamment ceux qui sont marginalisés en raison de leur handicap, de leur statut de réfugié, de leur appartenance ethnique, de leur race, de leur lieu de résidence et de leur sexe.

- ▶ Cibler l'enseignement en fonction du niveau d'apprentissage, et non de la classe, s'avère efficace pour aider les élèves qui accusent un retard scolaire, en particulier pour les compétences fondamentales dans les classes de l'enseignement primaire.
- ▶ Les interventions visant à améliorer l'assiduité scolaire sont plus efficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre en parallèle avec des interventions destinées à améliorer l'apprentissage à l'école³⁴.
- ▶ Ne laisser personne de côté signifie que la priorité ne peut pas être accordée à l'apprentissage sans garantir l'égalité des genres dans et par l'éducation, qu'un plus grand nombre d'enfants

ont accès à l'école et que les besoins des enfants plus vulnérables sont satisfaits.

- Aller au-delà de l'accès et de l'apprentissage, en promouvant l'égalité des genres dans, au sein de et par le biais de l'éducation et en adoptant une approche de changement systémique en matière de genre dans l'éducation.

Investir dans les enseignants et collaborer avec eux : les enseignants se trouvent au cœur de la plupart des stratégies éducatives les plus efficaces³⁵, ce qui souligne qu'ils jouent un rôle central dans le façonnement du paysage éducatif et reflète le fait qu'ils disposent de la plus grande part du budget de l'éducation. Soutenir les enseignants avec une pédagogie structurée, en utilisant un ensemble cohérent d'investissements, notamment des plans de cours et des formations professionnelles, génère de nombreux avantages.

Promouvoir la responsabilité et la transparence : les engagements ne peuvent pas produire de résultats tant qu'ils ne sont pas traduits en actions concrètes produisant des résultats. Les plateformes de redevabilité des gouvernements existantes peuvent être utilisées pour suivre les progrès réalisés en

matière d'éducation et partager les enseignements, comme le *Foundational Learning Action Tracker* (suivi des actions pour l'apprentissage fondamental) des efforts gouvernementaux³⁶, et le tableau de bord pour l'ODD 4 sur les points de référence nationaux en matière d'assiduité, de performances et d'investissements³⁷. Les gouvernements africains peuvent également partager des parcours de réussite, des objectifs, des interventions, des dépenses et des résultats dans le domaine de l'éducation avec d'autres parties prenantes, notamment les parents et les communautés, afin de créer un sentiment de responsabilité partagée et d'adhésion.

Investir dans des infrastructures et des programmes scolaires adaptés pour renforcer les compétences productives et la capacité d'insertion professionnelle des jeunes : l'un des principaux obstacles auxquels sont confrontés les jeunes diplômés lors de leur transition de l'école au monde du travail est l'inadéquation entre leur formation et les besoins des marchés de l'emploi. Pour remédier à ce problème, il est nécessaire d'améliorer la pertinence des compétences acquises en adaptant les programmes scolaires, en les alignant sur les besoins concrets et en y intégrant des compétences entrepreneuriales.

Les notes de fin de document et la bibliographie complémentaire sont disponibles ici :

<https://www.globalpartnership.org/fr/content/notes-de-fin-et-references-du-document-former-les-africains-pour-affonter-le-21e-siecle>.

Remerciements : La présente note est le fruit d'une collaboration menée par le Partenariat mondial pour l'éducation. Nous tenons à remercier vivement les partenaires suivants pour leur contribution : la Banque africaine de développement, l'Union africaine, la Fondation Bill et Melinda Gates, l'UNESCO et l'UNICEF.

Photo de couverture : L'enseignant, Thierry Gbagama, deuxième à droite, se tient devant une salle de classe pendant que les élèves entrent dans l'école Boyali 2, dans le village de Boyali, en République centrafricaine. Le programme financé par le GPE aide les élèves qui risquent d'abandonner l'école en leur fournissant un enseignement supplémentaire pour renforcer leurs compétences en lecture et en mathématiques et les maintenir à l'école.